

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

BUREAUX

A CAHORS, IMPRIMERIE DE A. LAYTOU, RUE DU LYCÉE.

INSERTIONS

LES INSERTIONS sont reçues au Bureau du Journal du Lot et se paient d'avance. Annonces... 25 c. la ligne. Réclames... 50 c.

M. Havar, rue J.-J. Rousseau, 8. M. M. Lafitte et Co, place de la Bourse 8, sont seuls chargés à Paris de recevoir les annonces pour le Journal du Lot.

ABONNEMENTS. LES ABONNEMENTS partent des 1^{er} et 16 de chaque mois. se paient d'avance. LOT ET DÉPARTEMENTS LIMITROPHE. Trois mois... 5 fr. Six mois... 9 fr. Un an... 16 fr. AUTRES DÉPARTEMENTS. Trois mois 6 fr., Six mois 11 fr., Un an 20 fr.

Envoyer avec la demande d'abonnement en bon de poste.

La publication du 1^{er} numéro qui suit un abonnement est considérée comme un remboursement. Avis de renvoyer ce numéro, quand on voudra se désabonner.

La publication des Annonces Judiciaires et Légales est libre dans tous les Journaux du département.

Compagnie du Chemin de fer d'Orléans.—Service d'Été.

Tableau des horaires de la Compagnie du Chemin de fer d'Orléans. Columns include destinations (Cahors, Mercuès, Parnac, etc.), departure/arrival times, and service types (Omnibus, Poste mixte).

Cahors, le 20 Juillet 1875

La séance du 15 juillet 1875, malgré toute l'émotion qu'elle a excitée, ne laissera point une impression très-durable, et n'aura aucun résultat très-important. Elle n'aboutira pas plus à la dislocation du cabinet qu'à la reconstitution de la majorité du 24 mai.

Le programme du 25 février répond à toutes les nécessités présentes. Lui seul est pratiquement possible, en réservant pleinement le lendemain. Nous avons la ferme espérance que les esprits sages comprendront de plus en plus cette vérité.

Le Pays est hostile à toutes les solutions exclusives, parce qu'il sait fort bien qu'elles ne sont poursuivies que par des minorités remuantes et impuissantes. Ceux qui disent tout ou rien ne pensent qu'à l'agiter au profit de leurs préjugés ou de leurs passions; mais le pays est calme, le pays veut travailler et produire, et il sait fort bien que sa prospérité n'a rien à attendre des impatients qui voudraient chaque jour, prendre la revanche du 25 février.

Les journaux impérialistes, profondément surpris et satisfaits du résultat de la discussion sur le rapport Savary, expriment bien haut la joie dont ils sont pénétrés. Ils prévoient un blâme énergique, et ils ont assisté à un acte d'hostilité d'une partie de la gauche contre le gouvernement. Cette joie se traduit surtout dans les colonnes de l'Ordre. Le Français voit les choses à un point de vue tout différent. Il trouve que la séance du 15 juillet a été mauvaise pour les bonapartistes et pour les radicaux.

qu'il y a de grave pour eux, tentent de compromettre M. Buffet en le représentant comme le protecteur du parti de l'appel au peuple. Cette tactique qui se comprend de la part des bonapartistes, est étrangement maladroite de la part des radicaux. L'accord des partis contre lesquels il lutte ne parviendra pas à tromper l'opinion sur le compte de M. Buffet. Il a dit qu'il aurait l'œil ouvert sur les deux périls: on peut compter qu'il tiendra sa parole et ne se laissera surprendre ni par le parti bonapartiste, ni par le parti radical.

Nous empruntons au Journal des Débats les nouvelles suivantes, qui sont confirmées par toutes les correspondances:

Les incidents qui se sont produits ont été, naturellement, l'objet des conversations générales, soit dans les réunions parlementaires, soit dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

L'interpellation de M. Gambetta est appréciée sévèrement par un grand nombre de membres de la gauche, et surtout par ceux du centre gauche et du centre droit constitutionnel. On ne blâme pas M. Gambetta d'avoir pris la parole; mais on lui reproche de ne pas être resté sur le terrain du débat et de ne point s'être borné à indiquer que si des républicains avaient osé commettre la moitié des actes reprochés aux bonapartistes, les tribunaux auraient depuis longtemps été appelés à se prononcer.

On accuse encore M. Gambetta, à raison des attaques trop répétées qu'il a dirigées contre le vice-président du conseil, de n'avoir point compris qu'il pouvait provoquer une crise ministérielle devant avoir un résultat précisément opposé à celui qu'il espérait.

M. Gambetta, ajoute-t-on, n'a nullement fait preuve, dans cette circonstance, de l'habileté politique qu'il a su montrer plus d'une fois durant les six derniers mois. Il ne lui était pas possible, en effet, de supposer que le centre droit constitutionnel et le centre gauche accepteraient de le suivre sur le terrain où il se plaçait.

Les députés de l'extrême droite, de la droite et de l'Appel au peuple manifestent bruyamment leur satisfaction. Ils prétendent même que la majorité du 24 mai s'est positivement reformée, grâce au concours de M. Buffet.

C'est là, croyons-nous, une illusion. Ces députés prennent leur désir pour la réalité.

Des incidents comme ceux qui ont eu lieu à la fin de la dernière séance sont certainement des plus regrettables; mais croire, comme plusieurs députés de la droite le répétaient aujourd'hui, que le maréchal de Mac-Mahon ne peut gouverner qu'avec l'ancienne majorité du 24 mai, nous le répétons, c'est là une grande illusion.

Les membres du centre droit se montraient très réservés. Néanmoins, quelques-uns se plaignaient vivement que M. le vice-président du conseil n'eût pas trouvé l'occasion de blâmer énergiquement les manœuvres bonapartistes aussi bien que les manœuvres radicales.

Les députés de la droite qui depuis longtemps cherchaient une occasion favorable pour faire passer une proposition de prorogation, de façon à ajourner l'époque de la dissolution jusqu'en 1876, n'ont pas manqué de profiter de la circonstance.

On s'est entendu. L'urgence a été adoptée par ceux-là même qui depuis un mois, affirmaient hautement que l'Assemblée devait voter dans un bref délai les lois organiques complémentaires, la loi électorale et le budget.

La République française, organe de M. Gambetta, justifie dans les termes suivants, l'attitude prise par le chef de parti:

Les journaux ont apprécié l'intervention de M. Gambetta chacun à leur point de vue. Nous n'avons rien à dire de ces appréciations, mais nous avons pris soin cependant de retenir, dans les articles consacrés par la presse républicaine à cet incident, les jugements que nos confrères portent sur le rôle pris tout à coup par M. Buffet, vice-président du conseil, sur le caractère et la portée de son discours, sur les conséquences qu'il est malheureusement possible aux adversaires de la République d'en tirer.

Il s'est trouvé un ministre, chargé d'appliquer et de défendre les institutions républicaines, qui n'a pas craint de mettre en balance le parti républicain et la faction bonapartiste, de les comparer l'un à l'autre, de les signaler l'un et l'autre à la défiance du pays; un ministre qui a fait plus, qui a osé dire à la face de la France et de l'Europe que les dangers publics, le péril social sont du côté de la démocratie bien plus que du côté d'un groupe d'hommes qui ne représentent dans l'Assemblée que la ruine, l'invasion et le démembrement de la France.

Un tel langage appelait non-seulement une protestation, mais une dénonciation immédiate. M. Gambetta s'est chargé de l'un et de l'autre. C'était son devoir. Il l'a rempli; il le remplira toujours dans des occasions semblables. Ce qu'il a fait, il le fera encore.

Le jugement de la Gazette de France est très-sévère pour M. Gambetta:

M. Gambetta, ennuyé sans doute de s'entendre appeler un homme habile, a voulu, par un coup d'éclat, mettre un terme à ces propos. Il a cherché quelle était la plus grosse faute qu'il pouvait commettre, et d'emblée il l'a trouvée.

Ah! non, il ne sera plus possible de dire que M. Gambetta est un habile politique: il s'est placé d'un seul coup à la tête des plus maladroits.

Il faut avouer que les bonapartistes ont eu du bonheur, hier, d'avoir M. Gambetta! Sans lui, ils étaient perdus.

Après la réponse écrasante que M. Savary venait de faire au discours de M. Rouher; après le discours frisant le ridicule, ébauché par M. Haentjens; après les paroles si nettes de M. Buffet pour défendre M. Renault contre les accusations aussi violentes qu'injustes de M. Rouher; après l'éloge fait par M. Dufaure de la conduite « admirable » de M. de Lefberg, que M. Rouher avait voulu compromettre, il était évident que l'Assemblée, convaincue des dangers de comités politiques qui pratiquent en grand l'embauchage dans l'armée, qui ont une police dans la police, un gouvernement dans le gouvernement; il était évident, disons-nous, que l'Assemblée aurait voté un ordre du jour énergique visant ces meneurs dangereux, organisant une conspiration permanente contre la sûreté de l'Etat.

Les députés de l'appel au peuple l'avaient compris. Ils étaient atterrés et avaient envoyé M. Raoul Duval essayer quelque diversion.

Que fait M. Gambetta? M. Gambetta saute à la tribune, et demande à M. Raoul Duval la permission de commettre immédiatement une énorme maladresse en intervenant

dans le débat.

M. Gambetta a couvert la retraite des bonapartistes, en pleine déroute: il a empêché l'Assemblée de formuler un blâme vigoureux contre les menées impérialistes; il a consolidé le cabinet qu'il voulait renverser, en lui donnant une majorité de 446 voix, réunissant toutes les droites.

Il était difficile, on en conviendra, d'accumuler, au point de vue républicain, plus de fautes et de compromettre plus gravement une situation.

On lit dans le Constitutionnel:

Plusieurs journaux ont annoncé que le maréchal de Mac Mahon avait adressé à M. Buffet, à l'issue de la séance de jeudi, une lettre pour le féliciter d'avoir soutenu avec autant d'éloquence que d'énergie les intérêts du parti conservateur.

Nous croyons savoir que le maréchal n'a pas écrit au vice-président du conseil; mais, M. Buffet, ayant rendu visite au chef de l'Etat, le maréchal lui a pris les deux mains et lui a dit: « J'ai lu, monsieur le ministre, votre excellent discours au Journal officiel, et j'en ai été charmé: le parti conservateur a en vous un vigilant défenseur, et je suis heureux de constater une fois de plus que nous sommes en parfaite communauté d'idées.

Tous les hommes qui sont à la fois conservateur et vraiment libéraux, applaudiront aux paroles du brave Maréchal. Nous devons fonder, et certainement nous fonderons un gouvernement aussi éloigné de la démagogie que du despotisme d'un seul.

Nous avons donné l'analyse du discours de M. Rouher. Nous reproduisons aujourd'hui la dernière partie de la réponse de M. Savary. La première partie, consacrée aux détails, est trop longue pour que nous puissions la publier. Les faits sont, d'ailleurs, suffisamment connus depuis longtemps.

Voyons quelle a été depuis quatre ans l'action du parti bonapartiste en France? quelle a été l'attitude de ses chefs? quel est son programme? que est le but auquel il tend?

Eh bien! messieurs, il y a une chose que, assurément, il me sera permis de dire, c'est que, dans cette Assemblée où les partis ont pu manifester parfois des prétentions peut-être excessives, où ils ont pu commettre des erreurs et des fautes, il y a du moins un sentiment qui, à une heure donnée, a triomphé partout; c'est le sentiment pour chacun de certaines concessions nécessaires de ses principes, de ses espérances les plus chères, de cette partie de ses doctrines qui n'est pas absolument indispensable.

Ces concessions, nous les avons faites à la sécurité du pays, afin d'arriver à une transaction qui nous permit de donner à ce pays une assiette régulière, et de lui assurer tantôt un gouvernement provisoire, tantôt un gouvernement plus régulièrement défini; qui nous permit enfin de lui assurer son existence nationale, la faculté de se reposer à la suite des traverses qu'il venait d'éprouver. Oui, je le dis non sans un certain sentiment de fierté patriotique, tous les partis, tour à tour, ont, à une heure donnée, obéi à ce sentiment d'abnégation et de sacrifice! Les uns, quand, malgré leurs convictions, ils ont accepté pendant plusieurs années un

gouvernement provisoire dont le nom ne leur convenait pas et dont les tendances ne leur convenaient pas davantage; les autres, lorsque, allant plus loin encore, ils ont cru, à défaut des gouvernements qui auraient eu leur préférence, assurer à la France un gouvernement libéral constitutionnel et modéré.

Eh bien ! pendant que chacun obéissait à ce sentiment de sacrifice, quel était le rôle du parti bonapartiste, ce parti qui nous rendait l'abnégation nécessaire, parce que c'était lui qui était la cause des malheurs que cette Assemblée était appelée à réparer... (Bravos et applaudissements à gauche); car c'est à lui que nous devons d'être obligés d'imposer silence à nos aspirations et de sacrifier une partie de nos programmes à la nécessité commune et au besoin du repos ?

Messieurs, vous le savez, vous avez vu le parti bonapartiste entrer dans les coalitions les plus diverses, acceptant tous les programmes, favorisant, au gré de ses intérêts et de ses passions, tantôt les uns, tantôt les autres, votant systématiquement contre tous les ministères, renversant successivement les gouvernements, comme si, pour obtenir dans le pays le crédit qu'il souhaite, son rôle était de miner les institutions représentatives par des coalitions et des majorités de hasards... (Très-bien ! très-bien ! à gauche).

Vous l'avez vu, messieurs, comme ces médecins qui ne permettent pas aux malades de se guérir sans leur concours, se pencher sur le pays pour sonder la profondeur de ses blessures, et ne pas lui permettre de se fier à d'autres agents que les siens, sous un gouvernement différent du sien.

Il semble qu'il ait attendu impatiemment l'heure où ce pays, en face de ces coalitions de chaque instant, en face de ministères qu'on ne cessait de renverser et de majorités toujours dissoutes, où ce pays qui est affamé de tranquillité, de calme, de sécurité, qui a soif de l'apaisement des esprits, serait enfin réduit à l'état inerte, où, ayant perdu à la fois le souvenir du passé, le sentiment du présent et l'anxiété de l'avenir, il en serait réduit à se jeter dans les bras du sauveur d'aventure qu'on lui destine. (Bravos et applaudissements à gauche).

Eh bien, quels que soient les sentiments qui nous animent, je puis dire hautement, non-seulement en mon nom, mais au nom de mes collègues de la commission qui appartiennent à des opinions politiques diverses, que si nous avions vu le parti bonapartiste se renfermant dans le passé et dans ses remords... (Très-bien ! à gauche), en présence et en face de l'empereur mort dans l'exil et d'une dynastie représentée par une femme et par un enfant, nous aurions su faire taire nos sentiments ! Nous aurions gardé le respect qui est dû aux malheurs même les plus mérités. Mais quand nous nous trouvons en face d'un parti qui, après avoir ruiné le passé, trouble et inquiète le présent et a la prétention d'être l'avenir ah ! nous avons le droit alors de nous soulever et de lui dire de ne pas s'efforcer, contre le cri de la conscience publique, de recommencer son œuvre insensée; car cette œuvre serait éphémère, car elle couvrirait notre pays de nouvelles ruines; nous avons le droit de lui dire de ne pas essayer de recommencer les Cent Jours avec l'acte additionnel en moins et Sedan en plus. (Applaudissements répétés à gauche).

Il y a maintenant entre ce pays et le parti bonapartiste autre chose que l'antipathie irréconciliable des classes éclairées; il y a des souvenirs poignants, des blessures qui ne sauraient si tôt guérir, des blessures que sa restauration rendrait plus cruelles pour le pays qu'elle rendrait mortelles pour ceux qui y auraient coopéré.

Nous avons donc le droit de nous élever contre de telles prétentions; nous avons le droit de signaler à l'Assemblée ce que cette propagande renferme de grave, de périlleux, de contraire aux devoirs des partis réguliers; nous avons le droit de dire à nos adversaires que si, ce qu'à Dieu ne plaise ! leur restauration, dans un jour de défaillance, devait se produire, elle serait nécessairement éphémère, parce que, à défaut de la tribune, devenue muette, à défaut de la presse, condamnée au silence, il resterait encore les millions de voix des populations dont se compose la France, et qui porteraient de hameau en hameau, de chaumière en chaumière, les noms de l'Alsace et de la Lorraine... (Bravos répétés).

Les noms de l'Alsace et de la Lorraine viendraient sans cesse hanter leur sommeil, troubler leur repos, et arrêter à son début le cours de leur prospérité renaissante... (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs).

Heureux si, pour échapper à ce cri du peuple français, de tous les cœurs patriotiques, ils n'étaient pas de nouveau précipités dans quelque témérité folle qui nous obligerait à associer une fois de plus les hontes de l'empire aux douleurs de l'invasion ! (Double salve d'applaudissements à gauche et au centre gauche. — L'orateur, en descendant de la tribune, reçoit de vives et nombreuses félicitations).

Sur le lit dans Paris-Journal:

« Le sultan de Zanzibar, ce souverain qui

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 17 juillet.

M. Tallon rappelle qu'il a déposé, le 5 mars, une proposition relative à la vérification des pouvoirs des conseillers généraux, et réclame le dépôt du rapport. La commission ne saurait prolonger ce retard sans porter une grave atteinte aux droits de l'initiative parlementaire.

M. Calmon répond que le rapport de la commission d'initiative parlementaire sera déposé lundi.

M. Puffet, vice-président du conseil annonce que le gouvernement demandera la mise à l'ordre du jour de cette proposition à une date prochaine, afin que l'Assemblée ait statué sur la question avant de se séparer. La législation actuelle a donné lieu de tels abus, qu'il serait impossible de la maintenir plus longtemps.

Informations

Les bureaux de l'Assemblée ont élu les commissaires chargés d'examiner la proposition Malartre. Neuf commissaires sont favorables à la proposition.

On trouve dans le Sport une intéressante anecdote dont M. le maréchal de Mac-Mahon est le héros :

La maréchal de Mac-Mahon vient d'être obligé de demander une dispense d'âge, en faveur de son fils Emmanuel, afin qu'il puisse passer ses examens de baccalauréat. Le jeune candidat n'aura seize ans qu'au mois de novembre prochain. La valeur n'attend pas le nombre des années, dans sa famille.

Emmanuel de Mac-Mahon est le troisième des fils du maréchal. L'aîné, Patrice, sortira cette année de Saint-Cyr; le second, Eugène, est d'une santé chancelante, qui oblige aux plus grands ménagements.

Une anecdote caractéristique se rattache à l'acte de naissance, mis en cause par la Faculté, du brillant aspirant bachelier.

Le maréchal de Mac-Mahon, — j'en tiens le récit du spirituel M. de Bignicourt, — venait d'avoir son dernier fils, et, bien que tout joyeux, n'en était pas plus fier pour cela.

Il se présente à la mairie avec une nourrice, tenant le marmot dans les bras, et accompagné de deux témoins. Il venait, lui-même, déclarer son fils.

— Attendez ! lui dit l'employé qui ne le connaissait pas.

Le maréchal s'assit et attendit. Un bon quart d'heure s'écoula.

L'homme de bureau ne faisait rien du tout. Il grattait son papier, il rangeait ses plumes: je crois même qu'il se faisait les ongles.

Les personnes qui accompagnaient le maréchal étaient loin d'avoir son calme. Elles voulaient intervenir, mais le duc de Magenta les contenait du geste.

— Voyons, dit enfin l'employé, comment vous nommez-vous ? vous êtes sans doute le père de l'enfant ? Quels noms lui donnez-vous ?

— Ecrivez, dit le maréchal : Emmanuel, fils de Marie-Edme-Patrice-Maurice de Mac-Mahon, duc de Magenta, maréchal de France, ici présent, et de...

La plume en était tombée des mains de l'employé; la vengeance du maréchal fut de ne pas demander son changement.

Plusieurs journaux allemands avaient annoncé que l'empereur Guillaume, après l'entrevue qu'il a eue le 15 juillet à Ischl avec l'empereur François-Joseph, irait à Munich rendre visite au roi de Bavière. Cette démarche avait été annoncée à Berlin presque officiellement et, dans son zèle officieux, la Gazette générale de l'Allemagne du Nord avait déjà célébré cet heureux événement dont elle faisait ressortir l'importance politique; on pouvait croire, en effet, qu'il ne serait pas sans influence sur les élections bavaresiennes. Une dépêche de Munich a fait couler en un instant tout l'échafaudage d'introductions que la presse officieuse d'Allemagne avait élevé sur une simple hypothèse. Au moment où cette entrevue était pompeusement annoncée, l'on a appris que le roi Louis avait quitté Munich pour se rendre à Hohenschwangau. Grand désarroi aussitôt parmi les journaux berlinois; ils s'efforcent de démontrer que l'avortement de ce projet n'est d'aucune conséquence. Ils l'attribuent à la versatilité d'esprit du roi de Bavière.

On lit dans Paris-Journal:

« Le sultan de Zanzibar, ce souverain qui

règne sur des pays brûlés par le soleil, a dû concevoir une singulière idée de la température qui règne dans la bonne ville de Paris, car il a été accueilli à son arrivée par une de ces ondées impétueuses qui semblent depuis un mois s'être acclimatées chez nous.

Le maréchal de Mac-Mahon avait envoyé à la gare du Nord, pour recevoir le sultan Saïd-Barcash, son officier d'ordonnance, M. de Langsdorf, lieutenant de vaisseau. M. Léon-Renaud et deux maîtres des cérémonies étaient également venus au-devant de notre visiteur exotique.

Deux voitures, de gala du maréchal, avec les valets de pied en livrée blanche et le piqueur en selle à la française, attendaient aux abords de la gare, escortées par un escadron de garde républicaine à cheval.

Le train de Calais est enfin signalé; le sultan descend et est conduit dans la salle d'attente des premières transformée en salon. C'est un homme jeune encore, au regard doux, aux joues larges, surtout par le bas. Il porte toute la barbe, barbe noire, peu fournie sous les lèvres; il est grand et assez fort.

Il a bien cette démarche paresseuse, cette distinction nonchalante qui fait le fond du type arabe. Saïd-Barcash règne depuis 1870 seulement. Il a succédé à son frère Saïd-Medjid, qu'il avait autrefois essayé de détrôner sans y réussir, et qui lui avait pardonné cette incartade.

Dès que le royal visiteur fut monté en voiture, sa suite, fort nombreuse, vêtue comme lui de burnous et de turbans, vint se ranger derrière lui et le cortège s'ébraula, au milieu d'une double rangée de curieux, contenue à grand-peine par de nombreuses brigades d'agents.

En effet, la curiosité est un vice essentiellement parisien.

Le royaume de Zanzibar se compose d'une île de médiocre étendue et d'une bande de terre étroite située sur la côte orientale d'Afrique. Les habitants sont esclaves pour la plupart, et le nombre total de la population ne dépasse pas 500,000.

C'est maigre comme on le voit, et si le pays, au lieu de rapporter des cocos, des bananes, des oranges, des citrons, de la gomme, de l'ivoire, de l'antimoine, du thé, du tabac, ne donnait que du blé vulgaire, des pommes de terre ou tous autres fruits qui n'ont chez nous qu'une médiocre valeur, c'est à peine si les revenus du sultan de Zanzibar égalaient ceux de tels grands propriétaires fonciers que nous connaissons.

Et pourtant ce n'est pas encore à la surface de la terre que se trouve la principale richesse du pays, mais bien à l'intérieur, car il suffit de plonger le fer un peu profondément dans le sol pour rencontrer le corail ! C'est de là aussi que nous viennent les plus beaux ivoires du monde.

Malgré cette fortune médiocre pour un souverain, le sultan de Zanzibar possède une armée, mais une armée comme en avaient les seigneurs au moyen-âge, c'est-à-dire composée des éléments les plus hétérogènes. Il y a là des Arabes, des Hindous, des Européens, des nègres, etc., etc. Tout ce qui a besoin d'une solde pour vivre vient s'enrôler sous les drapeaux du monarque africain.

On trouve dans cette étrange troupe toutes les couleurs de peau répandue dans le monde entier, et je suis persuadé qu'en cherchant bien, on découvrirait, dans ce bizarre amalgame, quelque échappé de la Commune, à qui les galons ont mal réussi chez nous, et qui est allé là-bas essayer ses talents militaires, méconnus dans sa patrie en raison du proverbe : Nul n'est prophète en son pays.

La flotte du sultan de Zanzibar comprend une corvette à voiles et deux yachts à vapeur, incapables de porter des canons.

La France fait beaucoup de commerce avec Zanzibar. Il y a dans ce port quatre consuls résidents, ceux de France, d'Allemagne, d'Amérique et de la Grande-Bretagne. Le sultan ne sait pas un mot de français, il parle quelque peu l'anglais. M. Scheffer, interprète des langues orientales au ministère des affaires étrangères, a été mis à sa disposition. Le sultan ne restera pas plus d'une semaine à Paris. Il ne vient pas seulement faire un voyage d'agrément, mais il cherche à obtenir en même temps la révision des tarifs commerciaux qui lui ont été imposés dans des traités conclus par lui ou par ses prédécesseurs avec l'Angleterre et d'autres nations européennes, et dont l'état de délabrement de ses finances lui rend l'observation difficile.

La population de Zanzibar est douce et sobre, de petite taille, se nourrissant principalement de bananes; mais, à quelques lieues

plus loin, dans l'intérieur des terres, dans le Ouadoa, vivent des peuplades nomades et antropophages, sans commerce et sans industrie. On y soupe avec des filets d'ennemis qui ont été offerts en holocauste aux dieux.

ESPAGNE.

LA GUERRE EN ESPAGNE.

Les journaux espagnols nous apportent quelques renseignements sur les événements militaires du Méstrazgo et de l'Alava.

La prise de Cantavieja par le général Jovellar, que la Epoca appelle pittoresquement le ministro en propiedad del departamento de la Guerra, — car le ministre Jovellar, abandonnant son portefeuille à un intérimaire, s'est mis à la tête de l'armée du centre — et le déblocquement de la province de Vitoria par le général Loma, ont à peu près pour effet de refouler les carlistes dans la Navarre, le Guipuzcoa, la Biscaye, c'est-à-dire de les remettre au bergeau. Toutes les entreprises du prétendant contre la Catalogne, l'Aragon, la Castille, les Asturies, qui semblaient prometteuses, sinon assurées, ont été déjouées, et se trouvent anéanties par ces deux faits d'armes.

Mais les campagnes des troupes alphonisistes ont toutes commencé très bien pour finir très mal. Ce phénomène a eu trois causes :

La première — c'est que les alphonisistes ont toujours exagéré leurs victoires de début. Ainsi, la prise de Cantavieja est célébrée comme l'extermination de l'armée de Dorregaray, et le déblocquement de la province de Vitoria comme la déroute de l'armée de don Carlos. Il n'en est rien, malheureusement pour alphonse XII ! Jovellar, qui, dit-on dans certains cercles de Madrid, aurait pu forcer les huit mille hommes de Dorregaray à capituler, leur a laissé repasser l'Ebre et regagner la Navarre. Il est vrai que leur retraite a été merveilleuse de rapidité : Dorregaray parcouru, raconte-t-on, cent kilomètres en un jour. Il n'y a qu'en Espagne où l'on fasse de ces hyperboliques étapes ! A moins que les bottes célèbres, dont Dorregaray, sorte de Boum à cheval sur la discipline, est paré dès l'aube, n'ait donné naissance à ce bruit ! quoiqu'il en soit, si Cantavieja a été pris, ses défenseurs se sont échappés. Les voilà tous, ou à peu près, en Navarre, prêts à se rallier autour de leur drapeau. De même pour l'armée de Don Carlos. La défaite à Trévino, non loin de Vitoria, — défaite chèrement achetée ! — a permis aux alphonisistes de rétablir les communications sur la voie ferrée jusqu'à Miranda. Mais don Carlos n'a pas été taillé en pièces. Assailli par des forces supérieures en nombre, il s'est replié vers les montagnes basques et navarraises, fortresses impenables, laissant, sur le champ de bataille, autant d'ennemis que de partisans. De telle sorte que la Epoca cède un peu trop à l'enthousiasme, en s'écriant que les troupes du prétendant sont réduites aujourd'hui à l'état partidas, bandes, et de cuadrillas, quadrilles, termes tauromachique et chorégraphique, fort usité en Espagne où les courses de taureaux et les danses sont, comme on sait, en grand honneur.

La deuxième — c'est que les carlistes, facilement vaincus en Catalogne, en Aragon, en Castille, en Alava, sont facilement vainqueurs en Navarre, en Guipuzcoa, en Biscaye, où, refoulés, ils n'apparaissent plus à la Epoca que comme des partidas et des cuadrillas. La configuration géographique et l'état ethnologique du pays vasco-navarrais leur assure la supériorité sur leurs adversaires, mêmes commandés par un chef indigène tel que Moriones. Dans cette contrée montagneuse, hérissée de pics, coupée de défilés, la guerre devient une chasse. Les habitants seuls ne s'égarent pas à travers ces méandres, où les meilleurs soldats succombent à la fatigue des marches et des contre-marches. L'hiver et l'été, toute opération y est impossible, tant le froid et le chaud y sont intenses sur ces altitudes. Ce n'est que dans les saisons intermédiaires, contrariées par les pluies, qu'on peut y entreprendre une campagne. Encore a-t-on à faire à une population robuste, oisive, aventureuse, pour qui la guerre est un jeu. Car, là, les femmes et les vieillards suffisent aux travaux de la terre. Or le Navarrais est, sur son sol, un fantassin excellent; tandis que, hors de chez lui, il lâche volontiers pied, pour revoir le chaume paternel. Tant que la Navarre ne sera pas réduite, la guerre durera. Mais, pour réduire la Navarre, il faudrait lancer, sur elle, une invasion de soldats qui traqueraient les partisans un à un. Pour cela, des soldats et de l'argent. Deux ressources dont on manque.

La troisième — c'est que les généraux al-

phonsistes ne désirent pas tous la fin de la guerre. On s'imagine aisément quelles jalousies et quelles ambitions bouillent dans l'état-major espagnol, si nombreux et si divisé. Un général essuie-t-il un échec, dix généraux s'en frottent les mains. Et pourquoi terminer la guerre ? Que faire, après ? La guerre répond aux aspirations secrètes de tous ces esprits en quête d'émotions et d'aventures, à la poursuite de l'inconnu. Elle est leur carrière, elle est leur vie. Voilà ce qui explique comment les meilleures volontés et les meilleurs plans échouent. Le début d'une campagne, où il ne faut que de la bravoure, est toujours heureux. Mais, dès que l'armée s'aperçoit qu'un général remporte quelques lauriers, elle rentre dans l'inaction. Le vainqueur a beau promettre des victoires nouvelles, tous ses compagnons d'armes ont les oreilles bouchées par l'envie.

Toutefois, comme le correspondant madrilène du *Journal des Débats* le fait remarquer, le gouvernement d'Alphonse XII a imprimé une direction plus habile et plus vigoureuse à la guerre contre les carlistes. D'abord, il a refait une armée. Ensuite, il a repris la rive gauche de l'Arga, qui paraît ne plus devoir lui échapper, grâce aux fortifications du mont Esquinza et de Puente-la-Reyna, commandant Estella *flor de Navarra* ! Enfin, il vient de rejeter, dans leur berceau, les deux corps, qui, par le Maestrazgo et l'Alava, menaçaient de pousser une pointe au cœur de l'Espagne. Sa tâche n'est pas terminée : elle peut exiger des mois, des années, peut-être. Du moins, le carlisme est ramené, par les victoires de Jovellar et de Loma, à ses proportions naturelles, à la guerre cantabrique.

(Journal de Paris).

Les nouvelles continuent à être défavorables pour les carlistes. Trois cents hommes environ appartenant à leurs bataillons, se sont réfugiés en France, et une partie a été dirigée sur Périgaux. Néanmoins, il ne faut pas oublier que les carlistes vaincus dans les plaines ont été toujours victorieux dans les montagnes, où ils concentrent de nouveau en ce moment les diverses forces dont ils disposent.

Chronique locale

et méridionale.

MAIRIE DE CAHORS.

Souscriptions pour les inondés.

Les sommes recueillies jusqu'à ce jour, s'élèvent à 10,109 fr. 40 c.

MM. de Lamberterie, Limayrac, le comte Murat et de Valon, ont voté l'urgence de la proposition de M. Malartre, relative à la prorogation de l'Assemblée. Ils ont repoussé ensuite l'urgence de la proposition de M. Ferray, relative à la dissolution.

M. Pagès Dupont s'est abstenu sur ces deux questions, qui divisent le gouvernement et au sujet desquelles tous les ministres se sont également abstenus.

Par décision du 5 Juillet, le Ministre a approuvé l'adjudication passée le 7 juin dernier pour l'entreprise des travaux à exécuter dans la place de Cahors, pour l'extension du casernement.

On nous écrit de Lascabanes :

Monsieur le Rédacteur,

Ayant appris par votre journal du 15 juillet courant, que la section d'Escayrac, commune de Lascabanes, avait produit, pour les malheureux inondés du Midi, la somme de 226 francs 20 c., j'ai l'honneur de vous informer que la section de Lascabanes, chef-lieu de la commune, a aussi produit la somme de 227 fr. 50 c., ce qui forme un total de 453 fr. 70 c. non compris la quête faite à l'église par M. le curé de Lascabanes, dont le résultat n'est pas encore connu.

Un de vos abonnés.

Dans une lettre adressée par la maréchale de Mac-Mahon à M. J. Vine, secrétaire de Mansion-House, les pertes causées par l'inondation sont évaluées à cent millions. Voici comment elles sont réparties: Haute-Garonne, 29,000,000 fr.;

Lot-et-Garonne 24,300,000 fr.; Tarn-et-Garonne, 13 millions 690,000 fr.; Ariège, 7,739,408 fr.; Aude, 9,319,909 fr.; Gironde, 3,000,000 fr.; Landes, 2,900,000 fr.; Gers, 2,100,000 fr.; Hautes-Pyrénées, 1,000,000 fr.

La commission chargée de répartir l'indemnité votée dernièrement par le conseil municipal de Paris en faveur des inondés du Midi a partagé comme il suit la somme de 200,000 fr. : département de la Haute-Garonne, 100,000 fr.; département de Tarn-et-Garonne, 40,000 fr.; département de Lot-et-Garonne, 40,000 fr.; département de l'Ariège 20,000 fr.

Le total général des souscriptions recueillies jusqu'au dimanche 11 juillet, dans toute la France, en Belgique, en Suisse et en Angleterre, s'élève à plus de 17 millions.

Les journaux militaires publient un décret qui nomme à deux cent soixante-douze emplois de capitaines.

Voici, dans cette promotion, les nominations qui concernent les régiments composant le 17^e corps d'armée :

59^e de ligne, à Toulouse, M. Jordy, capitaine à la suite, en remplacement de M. Paysan, admis à la retraite.

143^e de ligne, à Toulouse, M. Barbier, capitaine à la suite, en remplacement de M. Goux, mis hors cadres.

Idem : M. Aubry, capitaine à la suite, en remplacement de M. Raymond, mis hors cadres.

11^e de ligne, en garnison à Montauban, M. Weich, capitaine à la suite, en remplacement de M. Bonnet, nommé chef de bataillon.

Idem : M. Sibien, lieutenant au 3^e de zouaves, en remplacement de M. Delestro, admis à la retraite.

20^e de ligne, à Montauban, M. Vaudein, capitaine à la suite, en remplacement de M. Ferré, nommé adjudant-major.

Idem : M. Pastre, lieutenant au corps, en remplacement de M. Delobel, nommé major.

126^e de ligne, en garnison à Foix, M. Valentin, lieutenant à la suite du corps, en remplacement de M. Fleury, nommé adjudant-major.

7^e de ligne, en garnison à Cahors, M. Villemain, lieutenant au corps, en remplacement de M. de Millyet, admis à la retraite.

Idem : M. de Rieux, lieutenant au corps, en remplacement de M. Perrossier, nommé chef de bataillon.

9^e de ligne, à Agen, M. Duchâteau, lieutenant surnuméraire au corps, en remplacement de M. Bourdeau, nommé adjudant-major.

88^e de ligne, à Mirande, M. Bonamy, capitaine à la suite, en remplacement de M. Mercier, mis hors cadres.

Idem : M. Lesbors, lieutenant au 28^e bataillon de chasseurs à pied, en remplacement de M. Groguez, admis à la retraite.

Ont été remis en possession de leurs grades, les capitaines à la suite :

Dans le 9^e de ligne, M. Morineau, par permutation avec M. Duchâteau, nouvellement promu.

Dans le 7^e de ligne, M. Pillot, par permutation avec M. de Rieux, nouvellement promu.

Les graveurs du ministère de la guerre tiennent en ce moment les derniers exemplaires des petites cartes topographiques destinées à toute l'armée. Ces cartes seront régionales et seront affectées aux différents corps d'armée occupant le pays.

Pour la chronique locale, A. Layton.

Variétés

NOS MAITRES AUJOURD'HUI.

(3^e article).

Le livre III de l'ouvrage de M. André est consacré aux procédés d'enseignement, aux utopies et aux systèmes qu'on a essayé de mettre en œuvre pour donner à l'instruction primaire une impulsion plus forte ou un développement plus rapide. Le savant auteur expose successivement les systèmes de Bell et Lancaster, de l'abbé Gauthier, du P. Girard et du pasteur Naville. Il montre à cette occasion que le fondateur de l'Université de France, après avoir organisé dans notre pays l'enseignement supérieur et l'enseignement secondaire, ne dédaigna pas de s'occuper de

l'enseignement primaire, et que sans la catastrophe de Waterloo, les établissements d'instruction populaire auraient été rattachés dès 1815 à l'Université impériale. Il examine ensuite les écrits auxquels l'Enseignement mutuel servit de prétexte, tels que ceux du Comte de Laborde, de M. de Lasteyrie, d'Ambroise Rendu, et les procédés parfois étranges qui se formèrent autour de cet enseignement.

En historien consciencieux, M. André n'a rien voulu laisser dans l'ombre, il a tout étudié et il examine tout, même des méthodes qui par leur exagération, sembleraient ne pas mériter un examen approfondi. Ainsi, il expose en détail le système de Jacotot. Ce réformateur, homme au reste des plus sérieux, prétendait être arrivé à un bien grand résultat; il supprimait les maîtres, ou du moins se faisait fort de faire tout autant de maîtres qu'il y aurait d'écouliers. Cette prétention paraît assez extravagante, et cependant les théories de Jacotot furent accueillies avec une faveur qui alla souvent jusqu'à l'enthousiasme et qui a fourni à notre auteur un de ses passages les plus spirituels. Jacotot était trop absolu. Tout du reste n'était pas nouveau dans son système, et ce qui en a survécu est ce qui l'avait précédé, comme la comparaison imitative, recommandée, bien longtemps auparavant, par Cicéron et Quintilien.

De Jacotot, nous passons à Ch. Fourier. Ici ce sont des aberrations inconcevables. M. André a la patience d'étudier dans tous ces détails l'éducation *Harmonienne* ou le plus puissant ressort d'instruction doit être l'*Opéra*. Une autre source de développement moral et industriel est placée dans les cuisines *Sériaires*. La cuisine se trouvant liée dans le système de Fourier avec les sectes de culture, de conserve, de chimie, de médecine, etc.; le cuisinier harmonien devient nécessairement un savant de premier ordre....

Et dire que nos pères ont vu et entendu prêcher et discuter de pareils systèmes, de semblables théories; dire qu'on a essayé de les mettre en pratique ! dire que de nos jours encore elles trouveraient au besoin des défenseurs !

Cabet et son fameux voyage en Icarie, la doctrine St-Simonienne, la philosophie de M. Auguste Comte sont aussi l'objet de l'examen de M. André. Il les expose successivement, fait habilement ressortir les pauvretés et le danger de ces systèmes et l'impossibilité de les appliquer. Il prouve que la philosophie positive n'est autre chose que le matérialisme organisé. « Singuliers réformateurs, s'écrie-t-il avec raison, qui ont ajouté aux maux qu'ils prétendaient guérir et nous tueraient si nous acceptions leurs recettes. »

C'est avec bonheur qu'on étudie ensuite d'autres ouvrages où l'orgueil humain se donne moins libre carrière, où les auteurs se préoccupent, non pas de se tresser des couronnes, mais de travailler au bien de la jeunesse et de lui consacrer le meilleur de leur cœur, le plus brillant de leur esprit.

Tels sont les deux traités de Giron de Buzarignes et l'œuvre sur l'éducation de Mgr Dupanloup dont personne ne peut contester la compétence en pareille matière. Malheureusement, le savant et éloquent évêque, à propos de la religion qu'il donne comme le plus efficace des moyens d'éducation, en criant anathème à Rousseau et à son Emile, attaque avec violence l'Université. C'est d'ailleurs la tâche qu'il s'est toujours donnée, et M. André qui est un enfant de l'Université, défend sa mère avec autant de talent et de vérité que de modération. Nous ne citerons qu'un passage de cette remarquable défense. C'est le suivant où se trouvent nettement tracés le rôle que doivent remplir les professeurs, et la manière dont ils comprennent leurs devoirs.

« La plupart des membres de l'Université, honnêtes pères de famille, sont trop pénétrés de la gravité de leur mission pour jamais se permettre ce qu'ils regarderaient comme un attentat à la conscience de leurs élèves. S'ils ne croient pas qu'il leur appartienne de se faire prêcheurs de religion, ils sont persuadés qu'ils arriveront à des effets plus salutaires que ceux qu'ils obtiendraient par une prédication indiscrète et dangereuse, à cause des objections mal réfutées qu'elle entraînerait, en plaçant au cours de leurs leçons, un mot de respect et d'admiration pour la morale évangélique, comparée à celle des philosophes de l'antiquité les plus recommandables. »

C'est bien pensé et c'est bien dit. D'ailleurs, nous recommandons spécialement la lecture de ce passage qui contient plus d'une réponse victorieuse aux attaques des anti-universitaires.

A toutes les époques troublées, quand le pays bouleversé par de récentes révolutions n'a pas repris possession de lui-même et s'interroge sur l'avenir, parmi les questions les plus agitées se placent celles relatives à l'enseignement. Nous venons d'en avoir tout récemment la preuve; et en 1848, au moment même où Mgr Dupanloup publiait son ouvrage sur l'éducation, un célèbre économiste, F. Bastiat, faisait paraître un pamphlet: *Baccalauréat et socialisme* où il demandait tout simplement la suppression des grades. Il faut lire la réplique incisive de M. André.

L'auteur nous entretient ensuite des sourds-muets, des salles d'asile, des crèches et termine ce III^e livre par une rapide et intéressante revue des écrivains qui se sont surtout proposé d'instruire et d'amuser l'enfance. Perrault, Lafontaine, Fénelon, Berquin,

Bouilly, M^{me} de Genlis, M^{me} Guizot, etc.; les nombreux recueils qu'on publie de nos jours, sont tour à tour appréciés avec autant de précision que de finesse.

M. André a trouvé le moyen de tracer dans ce chapitre de son ouvrage, le programme, ou mieux encore, de faire le résumé d'une *Histoire de la littérature destinée à l'enfance*, histoire qui nous a manqué jusqu'à ce jour et qui présenterait à tous les points de vue un incontestable intérêt. Nous serions heureux de voir le docte écrivain consacrer ses loisirs à ce travail qui, en indiquant aux familles les livres qu'elles pourraient mettre sans danger entre les mains des enfants, comblerait une regrettable lacune.

(A suivre).

Marchés aux bestiaux de La Villette.

Paris, 19 juillet 1875.

Table with 4 columns: ESPÈCES de BESTIAUX, AMENÉS, VENDUS, PRIX EXTRÊMES.

Dernières nouvelles

Versailles, 19 juillet, soir.

Le sultan de Zanzibar a assisté hier à la fête de bienfaisance donnée au château de Versailles; il a visité le Musée, le parc et a vu jouer les grandes eaux. On dit qu'il a été frappé de la magnificence de l'ancienne résidence de Louis XIV et qu'il est retourné le soir à Paris, fort satisfait de sa journée. Le sultan de Zanzibar est invité à dîner jeudi chez le Maréchal.

On pense que la commission chargée d'examiner la proposition de M. Malartre fixera la date du départ vers le 6 août et la date de la rentrée vers le 15 novembre. On croit que le rapport pourra être déposé avant jeudi; mais la question sera résolue dans tous les cas avant la fin de la semaine.

Beaucoup de députés pensent que les élections des sénateurs dans les départements n'auront pas lieu avant le mois de mars et les élections des députés avant le mois d'avril.

On assure que M. Dufaure déposera la loi sur la presse avant la prorogation. Cette loi serait discutée avec la loi électorale après les vacances.

Bourse de Paris.

Paris, 20 juillet 1875.

Table with 2 columns: Rente 3 p. %, 4 1/2 p. %, 5 p. % and corresponding values.

LIBRAIRIE FIRMIN-DIDOT, RUE JACOB, 56, A PARIS.

LA MODE ILLUSTRÉE

JOURNAL DE LA FAMILLE, SOUS LA DIRECTION DE M^{me} EMMELINE RAYMOND.

Ce journal, indispensable à toutes les mères de famille, paraît le samedi de chaque semaine, il donne par an plus de 2,000 gravures sur bois; — 24 planches dans lesquelles on trouve plus de 500 modèles nouveaux de patrons en grandeur naturelle, pour vêtements de toutes sortes et de tous les âges; — romans, nouvelles, etc.

Un numéro spécimen est envoyé gratis à toute personne qui en fait la demande, par lettre affranchie.

On s'abonne en envoyant un mandat sur la poste à l'ordre de MM. FIRMIN DIDOT et C^e, 56, rue Jacob, à Paris. On peut aussi envoyer des timbres-poste: dans ce cas il faut ajouter, pour chaque trois mois, un timbre de 25 centimes, soit quatre timbres pour l'année.

Prix pour les départements :

1^{er} édit: 3 mois, 3 fr 50; 6 mois, 7 fr.; 12 mois, 14 fr. 4^e — avec une gravure coloriée chaque numéro: 3 mois, 7 fr.; 6 mois, 13 fr. 50; 12 mois, 25 fr.

S'adresser également dans les librairies des départements.

Revue Scientifique.

SOMMAIRE DU NUMÉRO 3 (17 JUILLET 1875).

La première et dernière catastrophe par M. W. K. Clifford. — Le réel et l'idéal dans le portrait, par M. R. Liebreich. — La dentelle d'après M. Séguin. — Bulletin des Sociétés savantes. — Revue astronomique. — Bibliographie scientifique.

Revue Politique et Littéraire.

SOMMAIRE DU NUMÉRO 3 (17 JUILLET 1875).

Les modérés et les extrêmes, par M. Emile Beausire. — Un nouvel historien de la Grèce en Angleterre : M. Mahoffy, par M. Georges Perrot. — Alexandre Vinet, par M. P. Albert. — L'Assemblée au jour le jour, du 24 mai au 25 février, par M. Ch. Bigot. — Un portrait de Molière en Bretagne, par M. E. Talbot. — Notes et impressions, par N***.

On s'abonne au bureau du journal, 17, rue de l'École-de-Médecine, à Paris.

Chaque journal : Paris, Six mois 42 fr. Un an 20 fr. Départements, Six mois 15 fr. Un an 25 fr. Les deux journaux réunis : Paris, six mois 20 fr.

Un an 36 fr. Départements, six mois 25 fr. Un an 42 fr.

Prix du numéro : 50 centimes.

REVUE ILLUSTRÉE des lettres, sciences, arts et industries dans les deux mondes.

Sommaire du n° 34.

Texte : Les pigeonniers militaires. — Par M. Paul Hourie. — Après le salon. — Par M. Gabriel Lafaille. — Etienne Moret (suite). — L'école normale (2^e partie). — Par M. Francisque Sarcey. — L'Espagne autrefois et aujourd'hui. — Par M. Louis Rozier. — Voyages aux pôles. — A propos des explorations arctiques et antarctiques. — Par A. T.

Gravures : Devant la porte du pasteur. — Tableau de Ewers. — Type du pigeon voyageur belge commun. — La lecture des dépêches photomicroscopiques pendant le siège de Paris. — Promenade dans une rue de Venise. — Une estudiantina. — Un souper chez les brigands.

Abonnement : Six mois, 15 francs. — Un an, 25 fr.

Bureaux : 25, rue Monsieur-le-Prince, Paris.

Bulletin de la Société de Géographie.

Sommaire de la livraison de mai.

I. — Mémoires et Notices.

Edouard Dewulf : Note sur un manuscrit de Djelal-ed-din-es-Souïouti (avec cliché dans le texte). — V. A. Malte-Brun : Rapport sur le concours au prix annuel, lu à la Société de Géographie dans sa séance du 21 avril 1875. — Henri Duveyrier : Premier rapport sur la mission des chotts du Sahara de Constantine. — Adrien Germain : Le premier méridien et la *Connaissance des temps*. — Jules Gros : La Société de Géographie fondée en 1821, reconnue d'utilité publique en 1827.

II. — Communications.

Bigrel : Note sur une carte générale de la Cochinchine française.

III. — Actes de la Société.

Le vice-amiral de la Roncière-la-Noury : Allocution prononcée à l'ouverture de l'assemblée générale le 21 avril 1875. — Procès-verbaux des séances. — Ouvrages offerts à la Société.

Cartes.

Fac-simile de la carte d'Azz-ed-din-ben-Djemaâ,

reproduite par es-Souïouti. — V.-A. Malte-Brun : Courbe indiquant les phases de la Société de Géographie depuis son origine jusqu'à nos jours (1821-1875).

Bureaux : 58, rue des Ecoles, Paris.

CONSTIPATION

Méitez-vous des purgatifs et laxatifs qui, loin de guérir, rendent la constipation invincible. **Seule la Podophylle Coirre**, rue du Regard, 24, à Paris, ne purge pas et guérit radicalement. — Envoyer 3 fr. pour recevoir franco. Dépôt dans les bonnes pharmacies.

Éviter les contrefaçons

CHOCOLAT MENIER

Exiger le véritable nom

Pour les extraits et articles non signés Le propriétaire-gérant A. Laytou.

Samedi, 17 courant, a eu lieu

l'ouverture du Grand Café Tivoli JARDIN D'ÉTÉ

MM. Isidore **POUJET**, directeur, et François **GARRIGUES**, administrateur gérant, ont l'honneur d'informer le Public que leur Établissement du **GRAND CAFÉ TIVOLI**, à Cahors, ne laisse rien à désirer sous le rapport de la consommation et du confortable. On y trouve les premières marques de liqueurs françaises et étrangères, des consommations glacées de toutes sortes : Telles que Fruits de la saison, Marquises, Sorbets, Sherry, etc.

L'administration de l'Établissement fournit à domicile des Glaces de soirées et des Fromages glacés.

Les soins apportés à l'installation et à l'aménagement du **GRAND CAFÉ TIVOLI** assurent aux chefs de cet Établissement une clientèle aussi nombreuse qu'assidue.

NOTA : L'Établissement des **BAINS DU TIVOLI** a été entièrement remis à neuf, il se recommande par sa bonne tenue et sa propreté.

A VENDRE

EN BLOC OU EN PARCELLES

Le Domaine ayant appartenu anciennement **A. M. DE CAVAGNAC**

SIS A BARAGNE, COMMUNE ET CANTON DE PAYRAC,

Longeant la route nationale, n° 20, de Paris à Toulouse, et la route de Gourdon à Payrac,

Cette Propriété est pourvue de Maison de maître et de colon, Cave, Grange, Chai, Four, Etables, Forge, Fontaine intarissable, Jardin, Terre, Prés, Bois, Châtaigneraie et six hectares de Vigne environ, le tout ensemble d'une contenance de trente-six hectares environ.

On donnera toutes les garanties désirables et facilités pour le paiement.

Pour les renseignements et traiter des prix de vente, s'adresser à MM. **AUGUSTE LAGUILLE**, propriétaire, et **FLOIRAC**, Expert-Géomètre, aux Moulins de Lamothe-Cassel (Lot).

AVIS.

On demande à acheter une **Propriété**. S'adresser à **M. VINCENS** pépiniériste à Cahors.

AVIS

On demande à céder un **Magasin de Mercerie et de Modes**, très bien placé, dans la ville de Montauban. *Position assurée.*

Toutes facilités pour le paiement. S'adresser à **M^e Capelle**, notaire à Montauban.

EN VENTE

Chez **M. J.-D. Crayssac**, libraire

Jean XXII et la Pologne

ÉTUDE HISTORIQUE DU XIV^e SIÈCLE

par **M. J. MALINOWSKI**, professeur de langues vivantes au Lycée de Cahors.

Prix : 30 centimes

TABLEAU DES DISTANCES

nouvellement imprimé et complété jusqu'à ce jour

De chaque Commune du Département du Lot aux chefs-lieux du Canton, de l'arrondissement et du Département, dressé en exécution de l'article 93 du règlement du 18 juin 1811.

PRIX : 1 FRANC.

Chez **M. Laytou**, rue du Lycée, à Cahors.

LA NATIONALE

COMPAGNIE D'ASSURANCES SUR LA VIE

Établie à Paris, r. de Grammont, et r. du Quatre-Septembre, 18

Anciennement **Compagnie Royale**

Fonds de garantie : 421 millions

Constitution immédiate d'un capital payable au décès de l'Assuré

PAR L'ASSURANCE EN CAS DE DÉCÈS POUR LA VIE ENTIÈRE

Participation dans les bénéfices de la Compagnie.

Augmentation du revenu PAR LA RENTE VIAGÈRE IMMÉDIATE OU DIFFÉRÉE

Capitaux payés aux décès des Assurés depuis l'origine de la Compagnie. 28,107,916 fr.

Arrérages payés aux Rentiers. 129,628,201 fr.

Bénéfices payés aux Assurés en cas de décès pour la vie entière. 11,358,052 fr.

S'adresser pour les renseignements à **MM. Bénéch**, à Cahors ; **Puel**, à Figéac ; **Lacambre**, à Gourdon ; **Bap^e Planion**, à Souillac.

LA PATRIE AGRICOLE

ASSURANCE A PRIMES FIXES

Contre la mortalité des bestiaux.

LE HÉROS

Assurance à primes fixes

CONTRE L'INCENDIE.

M. L.-A. AUZERAL, directeur de ces deux Sociétés pour tout le département du Lot, demande des agents pour tous les cantons et chef-lieu d'arrondissement.

Adresser les demandes rue Saint-Barthélemy, n° 28, à Cahors.

Donner des références, affranchir et mettre un timbre pour la réponse.

AVIS.

Pour cause d'agrandissement la **Maison A. LAGARDE**, marchand Tailleur, est transférée même Galerie, plus bas, maison **PÉRIÉ**, au premier.

EAUX MINÉRALES DE MIERS

HOTEL CARBOIS

A **ALVIGNAC**, par Cahors (Lot)

Gare de Rocamadour. — Omnibus à tous les trains.

L'HOTEL CARBOIS, le premier que l'on trouve en arrivant de Rocamadour à Alvignac, jouit d'une réputation justement méritée. Enfin, à la modicité se joint un avantage inappréciable, qui rend peu dispendieux le séjour à Alvignac.

Les voyageurs qui logent à l'HOTEL CARBOIS, ont l'avantage d'avoir le médecin des Eaux, dans l'Hôtel même.

Pour retenir **une ou plusieurs chambres**, écrire à **M. Carbois**, à Alvignac, par Gramat (Lot).

L'ABEILLE

SEULE COMPAGNIE FRANÇAISE D'ASSURANCES A PRIMES FIXES CONTRE LA GRÊLE

Fondée en 1856 au capital de huit millions

En la seule année 1872, elle a garanti près de 200 millions et a payé à 6,600 sinistrés, plus de 5 millions

Pour ne pas s'exposer à des mécomptes, on doit bien se garder de confondre les Assurances à primes fixes avec les Assurances mutuelles. Dans l'Assurance à primes fixes l'assuré a la certitude d'être intégralement indemnisé des pertes constatées.

Pour connaître les conditions de l'assurance, s'adresser à **M. CARRIOL**, Agent général à Cahors, rue St-James. — Agents particuliers dans tous les cantons de l'arrondissement.

L'Abaille, Compagnie d'Assurances à primes fixes contre l'incendie.

Garantie : 27 millions — Capital social : 12 millions — Primes en portefeuille : 15 millions

Glacière Cadurcienne GLACES DE NORWÈGE

MM. les Limonadiers sont prévenus qu'ils trouveront chez **M. Salomon**, au **Grand Café Divan**, DE LA GLACE DE NORWÈGE, 1^{er} choix, non brisée et par blocs de 50 à 200 kilogrammes.

Le grand approvisionnement qu'il a pu faire lui permet de livrer de la belle **Glace** à des prix très-modérés.

Expéditions

Flacon : 5 fr. Flacon : 5 fr.

PEAU DU VISAGE

LE LAIT ANTÉPHELIQUE
pur ou coupé d'eau dissipe
ROUSSEURS, HALE
MASQUE DE GROSSESSE
ROUGEURS, TEINT COUPEROSÉ
PEAU FARINEUSE
BOUTONS, RIDES
GERÇURES

Conserve la peau du visage claire et saine

Paris CANDES

Chez les Pharmaciens et Coiffeurs.